

En 1994, 50 000 morts à Bisesero.

Marie-Laure Colson

Libération, 3 avril 1998

Un rapport révèle l'horreur d'une tuerie au Rwanda.

Quatre ans après le génocide, les collines de Bisesero sont encore jonchées de crânes et d'ossements. Ici, sur les hauteurs vertes de Kibuye, le chef-lieu de préfecture du Rwanda qui comptait le plus de Tutsis avant le 7 avril 1994, s'est joué un épisode unique de l'histoire du génocide rwandais. Trois mois durant, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants armés de pierres et de machettes ont opposé une résistance désespérée aux assauts de militaires, de miliciens et de civils armés. Ici, à côté des dépouilles des milliers de Tutsis massacrés du début d'avril à la fin du mois de juin, gisent celles de leurs bourreaux.

L'épilogue de cette résistance héroïque est sinistre. Quand le 26 juin, des soldats français de l'opération Turquoise arrivent à Bisesero, les survivants se risquent à sortir des buissons et des ravines malgré la présence, aux côtés des Français, de mi-

liciens en armes. Les militaires français leur promettent de revenir dans trois jours. Ils tiendront leur promesse. Mais les miliciens seront plus rapides. Les réfugiés sont à découvert, épuisés par trois mois de lutte et de privations. Près de un millier d'entre eux seront exécutés entre le 26 et le 30 juin.

Il est difficile de comprendre pourquoi, après avoir été informés de la gravité de la situation, ils (les Français, ndlr) n'ont pas laissé derrière eux quelques soldats qui auraient pu protéger les réfugiés pendant qu'ils allaient chercher des renforts, écrit l'ONG African Rights, qui publie aujourd'hui un rapport sur Bisesero. Rapport est un mot trop sec. Les témoignages, les photos des survivants, la liste des noms des victimes, font de ce document un mémorial. La liste est incomplète, beaucoup de morts resteront anonymes. 50 000 Tutsis furent tués sur les collines de Bisesero, où se tient la semaine prochaine la quatrième commémoration officielle du

génocide.

L'histoire s'ouvre sur un visage, celui de Simon Karamanga, regard perdu dans un monde qui n'existe plus. Quand Tutsis, Hutus et Twas, l'ethnie minoritaire du Rwanda, fuient ensemble vers les collines, Simon est élu par la communauté pour assister Aminadabu Birara, un Abasesero désigné pour organiser la résistance. Les Abaseseros sont des éleveurs qui ont appris à se défendre depuis les premiers massacres de Tutsis, en 1959, 1962 et 1973. Quand les tueries commencent, le 7 avril 1994, les Tutsis de la région convergent vers Bisesero pour se mettre sous la protection des guerriers. Aminadabu, tué vers la fin du génocide, et Simon organisent les troupes. Lors des attaques, au lieu de fuir, ils se tentent de dissuader les miliciens d'utiliser les grenades. Ils tuent au bâton, tandis que femmes et enfants lancent des pierres. Mais les assauts se répètent, les troupes s'amenuisent. Vers le 20 avril, Hutus et Twas abandonnent les Tutsis. Femmes et enfants ne courent pas assez vite. Ils seront les premières victimes. A chaque fois, les assaillants reviennent avec de nouvelles armes,

fournies notamment, selon les témoignages recueillis par African Rights, par l'homme d'affaire Obed Ruzindana, actuellement en procès au Tribunal international pour le Rwanda à Arusha.

Fin juin, quand quatre véhicules militaires français passent sur la route, il ne reste, sur les 50 000 réfugiés des collines, que 2 000 personnes. Eric sort de sa cachette, demande de l'aide. Les Français refusent d'écouter, influencés par les miliciens hutus qui les accompagnent. Eric insiste, montre les corps. Les Français ont des moyens de communication, des armes. Mais ils partent, malgré les cris et les supplications. Quand ils reviendront, il reste moins de mille survivants. Traumatisés, quand les militaires leur demanderont s'ils veulent rester sous leur protection ou passer derrière les lignes du FPR, ils préféreront partir. Les soldats se sont alors fâchés et ont arrêté de nous donner à manger, raconte Léoncie.

Tous les organisateurs du génocide de Bisesero ont fui le Rwanda en juillet 1994. Quatre d'entre eux sont détenus à Arusha. Les autres sont toujours en liberté.